

Jean-Claude Casanova

Discours pour la remise du Prix Guizot

À M. Edouard Balladur

Au Val Richer

Le 22 octobre 2010

Il m'appartient, maintenant, puisque j'ai l'honneur de présider le jury du prix Guizot, dont Catherine Coste a rappelé l'histoire, d'expliquer pour quelles raisons nous avons décidé que le prix serait attribué cette année à l'ouvrage de Monsieur Edouard Balladur : *Le pouvoir ne se partage pas. Conversations avec François Mitterrand.*

Vous me permettrez auparavant d'évoquer Bernard Guenée qui appartenait à notre jury, qui vient de disparaître et qui avait participé à nos dernières délibérations. Bernard Guenée était né en 1927. Ancien élève de l'École normale supérieure, professeur à la Sorbonne, membre de l'Institut, il était un des plus grands historiens français et européens du Moyen-âge. Ses compétences étaient reconnues dans le monde entier, comme le prouvent son appartenance au corps des *fellows* de *All Souls College* à Oxford et ses séjours au *Center for Advanced Studies* de Princeton. Des générations d'historiens se sont formées avec ses livres, si clairs et si nuancés, notamment avec son ouvrage : *La naissance des Etats nationaux aux XIV^{ème} et XV^{ème} siècles*, c'est-à-dire à la fin du Moyen-âge.

En d'autres lieux, on prononcera son éloge, je dirai simplement que, au sein de notre jury, il était un lecteur avisé, bien au-delà de son domaine, un juge pertinent et éloquent, un esprit libre, déterminé et conciliant, en un mot un collègue précieux. Si François Furet, lors de la création du prix, lui avait demandé de nous rejoindre parce qu'il savait que « l'histoire contemporaine, c'était toute l'histoire », selon la formule de Benedetto Croce, que Guizot n'aurait pas démentie et que Bernard Guenée confirmait, lui qui, médiéviste de profession, participait avec tant de discernement à nos discussions sur l'Europe et sur la politique moderne, au temps où François Furet et Pierre Rosanvallon animaient la Fondation Saint-Simon.

Les dernières lignes du livre que je viens de citer sont les suivantes : « Puisqu'il faut prendre congé, faisons-le sans bruit ni sans chercher à justifier un départ injustifiable ». Je me plais à imaginer qu'il disait adieu au lecteur de son livre,

comme il aurait dit adieu à nous tous qu'il a instruit et qui le respections, avec la discrétion et la modestie d'un grand et savant professeur.

Pour la première fois, lors de la remise de ce prix, l'ordre du protocole va correspondre à l'ordre de l'esprit, puisque, Monsieur le Premier ministre, c'est votre livre et donc vous-même que nous célébrons. En le choisissant, notre jury a décidé de couronner le livre d'un homme politique qui fut le principal collaborateur de Georges Pompidou, qui devint en 1986 ministre des Finances et joua un rôle essentiel dans la libéralisation de l'économie française, qui fut ensuite Premier ministre pendant deux ans, avant que le destin électoral ne l'empêche, en 1995, de devenir Président de la République.

Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un prix se réclamant de Guizot aille à un homme public. Cela n'aurait ni surpris ni contrarié Guizot. Au contraire. A son époque, pour l'honneur du système représentatif, les hommes d'Etat, beaucoup d'hommes publics, se trouvaient être aussi de grands historiens, comme lui-même ou comme Tocqueville et Thiers, de grands publicistes comme Broglie en France, ou Gladstone en Angleterre, et bien après comme le sera Churchill et chez nous Clemenceau, Poincaré, Caillaux et Tardieu. Cela est moins fréquent de nos jours.

Dans le choix de notre jury, l'admiration a d'abord compté. Celle que l'on doit porter à ceux que l'action politique n'écarte pas de la réflexion, à ceux dont la politique est éclairée, conduite par les idées et dont les idées sont nourries par l'expérience. A vrai dire, les rares esprits qui peuvent combiner l'art politique et la pensée de la politique sont les plus précieux pour ceux qui ne désespèrent pas de comprendre la vie politique et surtout de la rendre meilleure. En effet, l'ouvrage d'Edouard Balladur, *Le pouvoir ne se partage pas. Conversations avec François Mitterrand*, est bien plus qu'un livre de souvenirs, ou que la simple chronique de son passage à Matignon de mars 1993 à mai 1995. C'est un livre essentiel pour le droit public français, c'est un livre important d'histoire politique, c'est surtout le livre d'un moraliste.

Depuis 1962, le droit public français offre une étrange particularité : notre constitution est ainsi faite qu'elle rend possible la coexistence d'un Président de la République élu par une majorité de Français avec un parlement dont la majorité est issue d'une majorité électorale différente. Cette situation met face à face un Président de la République et un Premier ministre appartenant à deux bords différents et opposés. Ils doivent cependant gouverner ensemble. Cette dyarchie s'est déjà produite trois fois et se reproduira peut-être un jour. Toute personne qui voudra réfléchir à cette question et à nos institutions devra désormais se reporter au

livre d'Edouard Balladur : témoignage précis, lucide, impartial même, sur une expérience institutionnelle exceptionnelle et délicate. Témoignage supérieur à tout autre, puisque le témoin se trouve avoir été l'un des deux principaux protagonistes. Le Premier ministre de cette période de cohabitation a été, avec le Président, l'homme le mieux informé de ce mélange de confrontation et de coopération et en est devenu le narrateur et le commentateur le plus averti. Évidemment, le lecteur peut rêver d'un témoignage réciproque, celui qu'aurait pu livrer le Président de l'époque. François Mitterrand avait le talent nécessaire, mais ni son âge, ni le temps ne l'ont permis. Aurait-il confirmé les analyses de l'ancien Premier ministre, laissons la question ouverte. Pour qui étudie la dyarchie et, plus généralement, les pouvoirs respectifs du Président et du Premier ministre, du gouvernement et du Parlement, dans la Vème République, un témoignage décisif et indispensable existe désormais. Ajoutons que cette expérience et les réflexions qui en ont découlé ont inspiré, à travers les travaux de la Commission Balladur, la principale réforme de la Constitution depuis 1962, réforme qui a permis de renforcer le rôle du Parlement.

Réforme qui ne va sans doute pas, Monsieur le Premier ministre, au bout de votre pensée sur les pouvoirs relatifs du Président et du Premier ministre, si bien que le livre que nous couronnons et votre rapport, celui de la commission que vous avez présidée, figureront côte à côte dans la bibliothèque idéale, celle des tâches encore inaccomplies, celle destinée aux futurs réformateurs des Institutions de la Vème République.

Que ce livre soit un livre d'histoire politique, je le montrerai en lisant quelques passages. D'abord, la description de cette situation politique, pour laquelle vous fixez votre ligne de conduite et qui donnera le titre de votre ouvrage: *« Je tenais à ce que, dès le départ, ma relation avec Mitterrand fût exempte d'ambiguïté : j'étais résolu à ne pas me laisser manœuvrer, à préserver mon pré carré, à ne rien accepter qui m'affaiblît. J'entendais respecter ses prérogatives légitimes, le traiter avec les ménagements requis par sa fonction, sa personne, son âge, mais pas au-delà. Il n'était pas question qu'il s'installe face à moi dans une position de supériorité politique ou morale. Certes, il avait des pouvoirs, mais j'en avais aussi qui étaient, dans les circonstances d'alors, beaucoup plus importants. Si l'on veut en assumer toutes les responsabilités, le pouvoir ne se partage pas. Je voulais que cela fût d'emblée clair pour Mitterrand... »*

Ensuite, le fonctionnement de la cohabitation : *« L'opinion a su peu de choses, écrivez-vous, des divergences qui m'ont opposé à Mitterrand. Il me semblait inutile de la prendre à témoin ; je préférais régler les problèmes avec lui en tête à tête, dans le secret. On m'a parfois reproché cette cohabitation qualifiée de trop douce, comme si le respect des formes ne pouvait s'accompagner de fermeté. Je n'aime ni la violence verbale, ni le côté souvent ridiculement théâtral*

de la politique. La France n'avait rien à gagner au spectacle d'affrontements publics entre le Président et le Premier ministre, alors que, sur les sujets qui me tenaient le plus à cœur, les institutions me laissaient libre d'agir comme je l'entendais. Il est vrai que, sur quelques-uns, essentiellement de politique étrangère, nous devons décider ensemble, et qu'en cas de désaccord tout était remis à plus tard. » Notons, en poursuivant cette lecture, que, sur la question cruciale de l'élargissement de l'Europe, le Premier ministre de l'époque voyait plus loin que le Président, qui disposait pourtant de pouvoirs plus grands : *« Par exemple, dites-vous, lorsque je faisais valoir à Mitterrand les risques de l'élargissement de l'Europe, le Conseil européen et la Commission ne pouvant fonctionner efficacement avec plus de vingt membres, il refusait de l'admettre et me répétait : « Pourquoi pas ? Il y a bien plus de vingt membres dans votre gouvernement ; il ne fonctionne pas mal pour autant ! C'est vrai, lui répondais-je, mais j'ai autorité sur eux, ce qui n'est le cas ni du président épisodique du Conseil européen, ni du président de la Commission. »*

Le plus grand talent littéraire français est celui des moralistes. C'est-à-dire des écrivains qui cherchent à comprendre la nature des hommes, qui doutent que l'on puisse les transformer profondément, qui pensent qu'ils peuvent être plus ou moins vertueux, plus ou moins raisonnables, plus ou moins inspirés ou clairvoyants. Ces écrivains confrontent l'idéal et la réalité. Par cette confrontation entre les idées et les mœurs, cette famille des moralistes, à laquelle vous appartenez, Monsieur le Premier ministre, éclairent et éduquent les lecteurs. Ils les invitent, par exemple, comme vous le faites, à toujours préférer le naturel à la comédie, à ce que l'on appelle aujourd'hui la « communication », terme qui, je le crains, dissimule souvent l'hypocrisie et la duplicité. Permettez-moi de vous citer encore : *« Ces va-et-vient dans les sondages »* écrivez-vous, ne vous émouvaient guère. *« S'agissant de « communication », précisez-vous, je me suis efforcé de ne dire que ce que je croyais vrai, sans faire de promesses chimériques. Pour le reste, je n'ai jamais sollicité le moindre conseil, je n'aime pas me réfugier derrière l'avis des autres, tout comme je me méfie de ceux qui, par prévenance ou conviction, abandonnent tout esprit critique pour m'approuver trop facilement. Je n'ai pas eu à mes côtés des spécialistes en « image » me conseillant de faire ou dire telle chose ou d'éviter telle autre. Avant la campagne présidentielle, deux ou trois m'ont fait des offres de service auxquelles je n'ai pas donné suite. Peut-être était-ce une erreur, mais je pensais que mieux valait être naturel, la fabrication d'un personnage laissant toujours paraître l'artifice à un œil ou à une sensibilité exercés. Surtout, je n'aime pas jouer la comédie. »* Ici, comme on voit, la morale, la dignité et la politique se mêlent étroitement. C'est que vous avez voulu sinon changer nos mœurs politiques, du moins empêcher qu'elles se corrompent davantage. Vous l'écrivez d'ailleurs : *« J'avais voulu apporter dans la vie politique un air nouveau, différent ; au début, ce fut apprécié, mais rien ne dure. J'essayais de dire la vérité, fût-elle sévère ; les détracteurs mandatés trouvèrent que ce n'était pas suffisamment « mobilisateur » ; je ne promettais que ce que je pouvais*

tenir, c'était donc que je n'étais capable de proposer aucune espérance ; j'étais tolérant, respectueux d'autrui, n'hésitant pas à remettre en cause mes décisions pour éviter des crises sociales et politiques : quelle faiblesse ! Cependant, la France se redressait ; cela seul comptait à mes yeux. J'étais indifférent au reste - sans doute trop indifférent. Je n'ai aucun goût pour les bavardages politiques. Je suis comme tout un chacun : parfois ils me distraient, mais j'en redoute les effets sur moi-même. Il faut répondre, entrer dans le jeu, utiliser les mêmes armes... Cela ne m'a jamais tenté. »

Cette ascèse dans l'action et dans l'observation politique donne à vos portraits, notamment à celui que vous dressez de François Mitterrand, que je vais citer, autant de perspicacité que d'équité. Les mouvements, les ressorts d'un esprit sont difficiles à interpréter. Vous livrez plusieurs interprétations, sans privilégier les plus défavorables. L'incertitude du jugement renforce le trait, le rend plus pénétrant. Je le lis donc tout entier.

« Comment le juger ? Je ne suis tenté ni par la fausse objectivité, ni par la hargne sans risques s'exerçant aux dépens de qui n'est plus. Quelques impressions dominent mon souvenir : pour lui, tout était politique, il se méfiait par principe de l'avis des spécialistes, prônait en tous domaines la prééminence de la volonté, comme si la réalité, la simple vérité n'existaient pas ; son approche des problèmes était fonction du rôle des divers partenaires de la vie publique et de leur position par rapport à lui ; ses références au passé étaient nombreuses, notamment en politique étrangère, comme s'il était indifférent à l'évolution du monde ; envers tous il manifestait un sentiment de supériorité impossible à cacher, ce que d'ailleurs il ne tentait pas ; il était enclin au mépris, médissant volontiers, accordant du crédit à des fables absurdes, qu'il se délectait à évoquer, sur la vie privée des uns ou des autres, même quand ils lui étaient proches et fidèles ; il prêtait une extraordinaire importance au qu'en-dira-t-on, composant visage, attitude et propos afin de demeurer, le plus qu'il pouvait, impénétrable ; sa capacité de dissimulation était portée fort loin, comme l'était ce qu'on peut appeler soit sa fidélité aux siens, soit l'esprit de clan, ce qui revient presque au même ; parce qu'il ne pouvait à peu près rien contre eux, son hostilité aux juges était constante, ses soupçons envers eux toujours en éveil ; s'il avait le goût de l'amitié, il se voyait comme le centre d'un réseau, d'une véritable cour qui ne lui ménageait pas les égards ; ses rapports avec autrui n'étaient pas fondés sur l'égalité, mais il recourait à une véritable technique de la sujétion ; il se voulait, il se sentait supérieur, et l'était à beaucoup ; cependant, il en imposait ; étrangement, nul ne lui reprochait son immense contentement de soi-même ; c'était un combattant sans concession ni souci de bonne foi, en somme un vrai politique, avec tout ce que cela suppose de force et d'égoïsme. »

Ce portrait, digne de figurer dans une anthologie des grands textes politiques est bien entendu le plus achevé de ceux que contient votre livre : François Mitterrand étant, avec vous, le personnage central de l'ouvrage. Pour les autres, les

dessins sont plus expéditifs, parce que les personnages sont plus simples et donc plus faciles à saisir et parce que leur rôle politique a été moindre, mais même esquissés ils n'en sont pas moins précieux pour le lecteur qui souhaite comprendre pourquoi et comment les hommes agissent en politique, ou agissent tout simplement.

C'est ainsi que votre philosophie de l'action politique se dégage de votre ouvrage. *« On me reprochait, écrivez-vous, de ne pas faire rêver ; je m'y refusais, par principe. Je ne crois pas que tout soit possible, je doute que tout soit affaire de volonté, je déteste l'apologie de la décision politique défiant la raison. C'est pur mensonge : comment les Français auraient-ils pu croire que la justice serait atteinte sans que le progrès fût assuré, en refusant la réforme, en ignorant les réalités du monde ? Je ne pouvais l'imaginer ; je voulais au sens propre, les désenchanter. J'étais obsédé du désir de ne pas mentir pour me faire élire, je redoutais de tromper. Sans doute commis-je l'erreur de ne pas fournir l'effort nécessaire pour être mieux compris. Une élection, ce n'est pas seulement un dialogue des esprits, c'est aussi gagner les cœurs. »*

Cette philosophie éveille l'admiration, force le respect, et, si vous me permettez de le dire, gagne la sympathie, car elle n'affirme pas que pour être élu on doit cesser de dire ce que l'on croit vrai. Bien que nous sachions qu'en choisissant par l'élection ceux qui doivent gouverner, la démocratie n'est pas certaine de toujours choisir les meilleurs.

Voici, exprimé enfin, dans un autre passage, le cadre, sans illusion et sans faux semblant, le cadre dans lequel la vie politique se déroule, comme vous la voyez, en profond moraliste de la plus grande tradition française ; je le cite, avant d'achever mon propos, car il éclaire votre vision de la politique et les portraits que vous avez tracés : *« Il y a bien des raisons qui conduisent à vouloir conquérir le pouvoir. Pour jouir des satisfactions de toutes sortes qu'il procure : celle de compter davantage à ses propres yeux comme aux yeux des autres ; pour être sur le devant de la scène, objet de curiosité et d'envie, d'amour et de haine : le pouvoir ne laisse personne indifférent, pas plus ceux qui le détiennent que ceux sur lesquels il s'exerce ; pour soumettre toutes les volontés à la sienne, s'imposer, finalement avoir le sentiment d'être plus vivant parce que plus fort ; pour — objectif plus noble - agir sur le cours de l'Histoire, peser sur les événements, faire naître une société différente ; pour prendre rang au sein des grands hommes du passé, admirés, choisis comme modèles ; pour son épanouissement personnel : mieux informé, plus influent, car doté de moyens que les autres n'ont pas, celui auquel le pouvoir appartient a l'illusion d'être au-dessus de ses semblables, d'appartenir à une espèce particulière, d'une qualité supérieure, parce qu'il compte parmi les puissants du monde ; pour l'espoir de survivre ainsi à soi-même, de lutter contre la déchéance et l'anéantissement : vivre pour le pouvoir, c'est combattre la mort. »*

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Premier ministre, notre jury a décidé de vous attribuer le prix Guizot. Vous nous élevez du droit à l'histoire, de l'histoire à la politique, de la politique à la réflexion morale qui porte sur les intérêts et sur les devoirs, sur les passions et sur la raison, sur le besoin de connaître et sur le souci de faire son salut en ce monde, ou dans l'autre. Nous vous en sommes reconnaissants.